



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2020-2021

RM/JCS

P.V. ECEAT 24

**Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de
l'Aménagement du territoire**

Procès-verbal de la réunion du 31 mai 2021

(La réunion a eu lieu par visioconférence)

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 10 et 17 mai 2021
2. 7653 Projet de loi portant création d'un pacte climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat
- Rapporteur : Monsieur Carlo Back
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7811 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)
- Rapporteur : Monsieur Paul Galles
- Élaboration d'une prise de position (volets Environnement, Climat et Développement durable)
4. 7255 Projet de loi sur les forêts
- Rapporteur : Monsieur François Benoy
- Continuation des travaux
5. Divers

*

Présents : M. Carlo Back, M. François Benoy, Mme Myriam Cecchetti, Mme Stéphanie Empain, M. Georges Engel, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Fred Keup, M. Jean-Paul Schaaf

M. Gilles Baum, remplaçant M. André Bauler

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gilles Biver, M. Joe Ducomble, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Pedro Reis, M. Frank Wolter, de l'Administration de la nature et des forêts

M. Sarah Jacobs, du groupe parlementaire déi gréng

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 10 et 17 mai 2021

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

2. 7653 Projet de loi portant création d'un pacte climat 2.0 avec les communes et portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Monsieur le Rapporteur présente son projet de rapport. Pour les détails exhaustifs de ce document, il est renvoyé au courrier électronique n°255547. Cette présentation ne soulève aucun commentaire et le projet de rapport est adopté à la majorité des membres présents (abstention de la sensibilité politique ADR), qui proposent le modèle de temps de parole n°1 pour les débats en séance plénière

3. 7811 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)

Les membres de la Commission examinent les remarques du Médiateur à l'encontre du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Le rapport d'activité souligne que le Ministère « ne répond pas toujours aux courriers qu'il reçoit de la part des administrés qui souhaitent obtenir des informations qui sont de son ressort. Aussi, le Médiateur doit souvent intervenir auprès du Ministère en question pour lui demander de réserver une suite aux courriers en question. Les délais de réponse sont cependant relativement longs et le Médiateur doit lui-même intervenir à plusieurs reprises pour obtenir une prise de position de la part du Ministère. Ceci ne vaut pas pour l'administration de l'environnement, avec qui le Médiateur entretient de très bonnes relations. Plusieurs réunions ont d'ailleurs déjà eu lieu avec les responsables de cette administration, lors desquelles le Médiateur a obtenu réponse à toutes les questions. L'administration de l'environnement réagit par ailleurs très rapidement aux demandes du Médiateur. »

Madame la Ministre informe les membres de la Commission qu'elle veille à améliorer cette défaillance et qu'elle a expressément nommé une personne responsable des relations avec le Médiateur.

4. 7255 Projet de loi sur les forêts

Les membres de la Commission poursuivent l'examen des articles du projet de loi, en se basant sur le tableau synoptique repris dans le courrier électronique n°254384.

Article 24

L'article 24 initial demande au ministre de mettre en place les instruments nécessaires pour encourager la constitution de groupements de gestion forestière pour les forêts privées afin de contrecarrer l'extrême fragmentation des propriétés forestières privées ; il se lit comme suit :

Art. 24. Groupements forestiers

Le ministre met en place les instruments nécessaires pour encourager la constitution de groupements forestiers dont l'objectif est d'organiser une gestion commune des forêts autres que les forêts publiques, que ce soit sous forme de coopératives, d'associations syndicales ou d'autres organismes de gestion.

Le Conseil d'État constate que cet article est une déclaration d'intention sans réelle valeur normative et demande de le supprimer. Il s'interroge par ailleurs sur la portée de l'expression d'« instruments nécessaires » qui ne fait pas l'objet d'une précision quelconque. Ce défaut de précision risque d'engendrer une insécurité juridique, ce qui amène le Conseil d'État à s'opposer formellement à l'article sous rubrique. Enfin, le Conseil d'État rappelle que l'édiction de mesures générales et impersonnelles relève du pouvoir réglementaire du Grand-Duc, en vertu des articles 36 et 76, alinéa 2, de la Constitution. L'article 24, en ce qu'il permet au ministre de mettre en place les instruments nécessaires pour encourager la constitution de groupements forestiers, peut être lu comme octroyant au ministre le pouvoir de prendre des mesures générales et impersonnelles. Le Conseil d'État doit dès lors encore s'opposer formellement à l'article 24 initial.

Il est proposé de suivre le Conseil d'État et de supprimer cet article.

Article 25

L'article 25 initial définit les missions du ministre en termes de formation professionnelle et de vulgarisation en matière de forêts ; il se lit comme suit :

Art. 25. Formation professionnelle et vulgarisation

Le ministre surveille, coordonne et encourage la formation professionnelle dans le domaine forestier. Il soutient la vulgarisation à l'intention des propriétaires de forêts.

Le Conseil d'État s'interroge sur la signification concrète des termes « surveiller », « coordonner » et « encourager », d'autant plus qu'aux termes de l'arrêté grand-ducal du 28 mai 2019 portant constitution des Ministères, la formation professionnelle relève du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Étant donné, d'une part, l'imprécision terminologique et, d'autre part, l'incohérence par rapport à l'arrêté grand-ducal précité du 28 mai 2019, qui est équipollent à une loi, le Conseil d'État estime que l'article ne répond pas aux exigences de la sécurité juridique et en demande la suppression sous peine d'opposition formelle.

Il est proposé de suivre le Conseil d'État et de supprimer cet article.

Article 26

L'article 26 initial définit les missions du ministre en matière de recherche forestière ; il se lit comme suit :

Art. 26. Recherche

Le ministre encourage et soutient la recherche forestière. Il met en place un plan quinquennal de recherche forestière sur proposition du Conseil supérieur des forêts.

Le ministre peut confier à des tiers ou soutenir par des aides financières la recherche sur les forêts, notamment :

1. les études sur l'amélioration des services et fonctions des forêts ;
2. les études sur les écosystèmes forestiers, y compris sa faune et sa flore, l'impact du changement climatique sur la forêt, la santé des forêts et les aptitudes stationnelles des forêts ;
3. les études sur le matériel forestier de reproduction ;
4. l'étude et la mise au point de mesures visant à protéger les forêts contre les atteintes de toutes sortes ;
5. l'étude et le développement de procédés permettant d'améliorer la commercialisation et l'utilisation du bois.

Le Conseil d'État constate que l'article sous rubrique ne prévoit pas les critères selon lesquels les aides financières peuvent être octroyées. Étant donné qu'il s'agit, en l'espèce, d'une matière réservée à la loi en vertu des articles 99 et 103 de la Constitution, le Conseil d'État insiste, sous peine d'opposition formelle, à ce que ces critères soient prévus dans le projet de loi.

Afin de répondre à l'opposition formelle du Conseil d'État, il est proposé de supprimer l'article sous rubrique et d'intégrer le subventionnement de la recherche dans le deuxième paragraphe du nouvel article 15 (article 29 initial).

Article 27 initial (nouvel article 14)

L'article sous rubrique attribue officiellement la mission d'inventaire forestier national à l'Administration de la nature et des forêts et spécifie les modalités et les interactions avec les acteurs et le Conseil supérieur des forêts. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 27. Collecte de données, relevés, monitoring

(1) L'administration exécute ou fait exécuter un inventaire forestier national ou d'autres relevés périodiques sur les forêts, leurs fonctions, services et produits, ainsi que sur l'utilisation du bois et les entreprises forestières. L'inventaire forestier national est soumis au Conseil supérieur des forêts pour avis.

(2) Les propriétaires forestiers ainsi que les organes responsables des entreprises forestières et de l'industrie du bois sont tenus de fournir aux autorités les renseignements nécessaires et, au besoin, de tolérer des enquêtes. Les personnes chargées de la réalisation des enquêtes ou de l'interprétation des résultats sont tenues au secret de fonction.

Le Conseil d'État émet les remarques suivantes à l'endroit de cet article :

Au paragraphe 1^{er}, il note que la formulation « inventaire forestier national ou d'autres relevés périodiques » est vague au point de pouvoir donner lieu à des interprétations divergentes. Cette disposition permet-elle à l'administration de remplacer à son gré l'inventaire forestier national par d'autres relevés périodiques, non autrement spécifiés qu'il n'est pas prévu de transmettre au Conseil supérieur des forêts ? Étant donné les obligations que le paragraphe 2 impose aux administrés aux fins d'établir les documents prévus par le paragraphe 1^{er}, sous peine de se voir infliger une amende administrative en vertu de l'article 44, paragraphe 1^{er}, point 2, le Conseil d'État estime qu'il est indispensable, pour des raisons de sécurité juridique, de définir avec précision ce qu'il faut entendre par « inventaire forestier national » et par « autres relevés périodiques sur les forêts, leurs fonctions, services et produits, ainsi que sur l'utilisation du bois et les entreprises forestières ». D'un point de vue rédactionnel, étant donné qu'un inventaire est un document à caractère descriptif et énumératif, l'emploi du verbe « exécuter » est mal à propos. Les verbes « dresser », « établir » ou « confectionner » seraient mieux appropriés.

Le paragraphe 2 impose aux propriétaires forestiers et aux « organes responsables des entreprises forestières et de l'industrie du bois » de fournir aux autorités les renseignements nécessaires et, au besoin de tolérer des enquêtes. Le texte ne spécifie pas les « autorités »

pouvant exiger les « renseignements nécessaires ». Le texte ne spécifie pas non plus quels renseignements peuvent être réclamés. Il ne détermine pas non plus à quelles conditions ces renseignements doivent satisfaire pour être qualifiés de « nécessaires », ni n'indique la finalité pour laquelle les données en question sont recueillies, étant donné qu'une définition de l'inventaire fait également défaut. Le texte sous revue astreint, en plus, les personnes concernées à « tolérer » des « enquêtes », sans qu'il n'en précise ni la nature, ni la finalité, ni les autorités investies des pouvoirs d'enquête, ni la nature des pouvoirs d'enquête, ni les conditions dans lesquelles les enquêtes sont menées. Il n'est pas clair non plus ce qu'il faut entendre par « organes responsables » d'une entreprise. Le texte sous revue ne règle pas non plus le droit d'accès aux forêts en faveur des agents de l'administration ou autres personnes chargées de l'établissement des documents dont question au paragraphe 1^{er}. Les insuffisances du texte, mises en exergue par les considérations qui précèdent, amènent le Conseil d'État à s'opposer formellement à l'article sous rubrique pour ne pas satisfaire aux exigences de la sécurité juridique.

Au regard des critiques du Conseil d'État, il est proposé d'amender comme suit l'article sous rubrique :

Art. 14. Collecte de données, relevés, monitoring surveillance Inventaire forestier national

(1) L'administration établit un inventaire forestier national. ou d'autres relevés périodiques sur les forêts, leurs fonctions, services et produits, ainsi que sur l'utilisation du bois et les entreprises forestières. L'inventaire forestier national récolte les données relatives à l'état ainsi qu'à l'évolution de paramètres quantitatifs et qualitatifs de la forêt portant sur la santé des arbres, la composition et la structure des peuplements, la production ligneuse, la biodiversité et les conditions écologiques des forêts. L'inventaire forestier national est soumis au Conseil supérieur des forêts pour avis.

(2) Les propriétaires forestiers ainsi que les organes responsables des entreprises forestières et de l'industrie du bois sont tenus de fournir aux autorités les renseignements nécessaires et, au besoin, de tolérer des enquêtes. Les personnes chargées de la réalisation des enquêtes ou de l'interprétation des résultats sont tenues au secret de fonction.

Le paragraphe 1^{er} ne vise désormais plus que le seul inventaire forestier national, qui a d'ailleurs été défini au niveau de l'article 2. Le paragraphe 2 est supprimé suite à l'opposition formelle de la Haute Corporation et les droits d'accès spécifiques sont réglés au nouvel article 33 du projet de loi.

Suite à une question afférente de Monsieur François Benoy (déi gréng), il est précisé que l'inventaire forestier national est le principal instrument de collecte et d'analyse des données sur les forêts au Luxembourg. Cet instrument existe depuis longtemps déjà et doit être réalisé tous les dix ans. Il s'agit en outre du principal instrument de guidage du Gouvernement en matière de forêts qui sert de base d'information pour la plupart des statistiques forestières nationales. À noter encore qu'un bulletin sur la santé des forêts est réalisé tous les ans.

Article 28

L'article 28 initial demande à l'administration d'informer les autorités et le public sur les forêts, son économie et l'industrie du bois ; il se lit comme suit :

Art. 28. Information

L'administration veille à ce que les autorités et la population soient informées sur le rôle et sur l'état des forêts ainsi que sur l'économie forestière et l'industrie du bois.

Cet article étant sans apport normatif, le Conseil d'État demande de le supprimer.

Il est proposé de suivre le Conseil d'État et de supprimer l'article.

Article 29 initial (nouvel article 15)

Cet article fournit une base légale pour permettre au Gouvernement d'accorder des subventions d'encouragement dans l'intérêt de l'amélioration, de la protection et de la gestion durable des forêts. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 29. Subventions

(1) Des subventions d'encouragement au sens de la présente loi sont allouées dans les limites des crédits accordés dans l'intérêt de l'amélioration, de la protection et de la gestion durable des forêts dans les domaines de la diversité biologique des forêts, de la gestion des forêts et du transfert de connaissances.

(2) Un règlement grand-ducal définit les mesures d'exécution des subventions d'encouragement, les montants et les procédures d'allocation.

Le Conseil d'État note qu'au paragraphe 2, il est prévu qu'un règlement définisse les mesures d'exécution des subventions d'encouragement, les montants et les procédures d'allocation. Il rappelle que la mise en œuvre des aides prévues tout comme les contraintes y liées doivent respecter les exigences des articles 99 et 103 de la Constitution érigeant les finances publiques en matière réservée à la loi. En vertu de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe outre les objectifs, les principes et points essentiels des mesures d'exécution. En abandonnant, sans autre précision, au règlement grand-ducal la fixation des montants, la détermination des mesures d'exécution et des procédures d'allocation ainsi que du cercle des bénéficiaires, la disposition sous rubrique ne satisfait pas aux exigences de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution. Aussi le Conseil d'État doit-il s'y opposer formellement.

À la lumière des remarques du Conseil d'État, il est proposé d'amender comme suit le nouvel article 15 :

Art. 15. Subventions

(1) Des aides financières sont instituées pour la mise en œuvre de plans, de mesures ou de travaux ayant pour objet la protection, la restauration, l'amélioration et le renforcement des forêts et de leurs services écosystémiques, l'amélioration et le développement de la structure, de la planification et des infrastructures des forêts, l'amélioration de la qualification professionnelle et du transfert de connaissances en matière de gestion forestière durable et la recherche.

(2) Peuvent être subventionnés :

1° la restauration des forêts par le reboisement ;

2° le renforcement des forêts par la régénération naturelle ;

3° la préservation des forêts par des travaux de protection contre le gibier et des dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier ;

4° le renforcement des forêts par des soins aux jeunes peuplements ;

5° le renforcement des forêts par la première éclaircie sélective ;

6° la préservation des forêts par le débardage à l'aide du cheval ;

7° la préservation des forêts par le débardage à l'aide du téléphérage ;

8° la restauration des forêts par le premier boisement de terres agricoles ;

9° la perte de revenue suite à des calamités en forêt ;

10° la forêt en libre évolution ;

11° la préservation d'arbres biotopes et arbre mort sur pieds ;

12° la conservation d'îlots de vieillissement ;

13° la préservation d'arbre mort à terre ;

14° la restauration et l'amélioration de l'état de conservation des micro-stations particulières en forêt, ainsi que de leurs biocénoses associées ;

15° la restauration et l'amélioration de l'état de conservation d'associations phytosociologiques forestières rares et remarquables ;

16° l'amélioration de l'état de conservation des taillis de chêne par le recépage ;

17° la protection d'espèces animales et végétales rares et menacées en forêt ;

18° la restauration et l'entretien de lisières forestières structurées ;

19° la restauration des zones rivulaires des cours d'eau en forêt ;

20° la planification forestière ;

21° participation aux frais de l'acte notarié lors de la vente ou de l'échange d'un ou de plusieurs fonds forestiers ;

22° la desserte en forêt ;

23° les cours ou stages de formation continue et de perfectionnement professionnel en matière de gestion forestière durable ;

24° les activités de vulgarisation, d'information et de promotion en matière de gestion forestière durable ;

25° les recherches scientifiques sur les forêts.

(3) Les subventions 1° à 22° peuvent être accordées aux propriétaires de fonds forestiers. Les personnes morales de droit public sont exclues du bénéfice des subventions visées aux points 11°, 12°, 13°, 18°, 20°, 21°. Les subventions aux points 23° et 24° peuvent être accordées aux groupements de propriétaires forestiers, aux communes, aux syndicats de communes ayant comme objet la gestion de parcs naturels et aux syndicats de communes ou établissements d'utilité publique ayant comme objet la protection de l'environnement naturel.

(4) Les subventions à accorder par type de mesure ou par catégorie de bénéficiaire sont précisées par voie de règlement grand-ducal en indiquant :

1° un montant forfaitaire en euros à l'unité, à la surface, par mètre cube ou par mètre courant ; ou

2° un pourcentage maximal par rapport à l'investissement plafonné à 90 pour cent de l'investissement. Le pourcentage maximal peut atteindre 100 pour cent des dépenses relatives à la mise en œuvre d'un plan de gestion d'une zone protégée ou d'un plan d'action « espèce » ou « habitat » repris au plan national concernant la protection de la nature.

Des majorations de maximum 25 pour cent sont possibles si les mesures sont réalisées sur des fonds situés en zone protégée désignée en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ou en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et si les mesures sont conformes aux mesures définies dans les plans de gestion arrêtés par le ministre, sans dépasser les coûts d'investissements.

Les subventions visées au paragraphe 1^{er} point 25 sont limitées aux études et travaux de recherches relatifs à l'amélioration des services et fonctions des forêts, aux écosystèmes forestiers, à l'impact du changement climatique sur la forêt, à la santé des forêts et les aptitudes stationnelles des forêts, au matériel forestier de reproduction, à la mise au point de mesures visant à protéger les forêts contre les atteintes de toutes sortes et les études et au développement de procédés permettant d'améliorer la commercialisation et l'utilisation du bois.

Ledit règlement grand-ducal peut déterminer également les sanctions en cas de non-conformité aux conditions imposées à la base de l'octroi des subventions ou aux dispositions établies en vertu de la présente loi, à savoir le remboursement partiel ou intégral, la résiliation ou l'exclusion.

Des prestations d'un montant à préciser par voie de règlement grand-ducal peuvent être qualifiées de dérisoires et ne pas être éligibles.

Ce nouveau libellé tient compte des observations du Conseil d'État et établit un cadre conforme à l'article 32 de la Constitution en fixant les montants, la détermination des mesures d'exécution et des procédures d'allocation, ainsi que le cercle des bénéficiaires.

Article 30 initial (nouvel article 16)

L'article 30 institue un nouvel organe de consultance, appelé « Conseil supérieur des forêts », et définit sa composition et son organisation.

Outre quelques remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État note que l'article ne contient pas de base légale permettant de verser des indemnités aux membres du Conseil supérieur des forêts. Si les auteurs prévoient le versement d'indemnités, la création d'une base légale adéquate est indispensable. Alors qu'il n'est pas prévu de verser des indemnités aux membres du Conseil supérieur des forêts, il n'est cependant pas nécessaire de créer de base légale.

L'article se lit comme suit :

Art. 16. Composition et organisation

- (1) Il est institué un Conseil supérieur des forêts.
- (2) Un règlement grand-ducal détermine son organisation et son mode de fonctionnement.
- (3) Le Conseil supérieur des forêts comprend :
 - 1° deux délégués du ministère en charge des forêts ;
 - 2° deux délégués de l'administration en charge des forêts ;
 - 3° un délégué de l'administration de la gestion de l'eau ;
 - 4° deux délégués des associations de propriétaires forestiers privés ;
 - 5° deux délégués des associations de propriétaires forestiers publics ;
 - 6° deux délégués des associations de protection de l'environnement ;
 - 7° deux délégués des associations relatives aux fonctions sociales et plus particulièrement récréatives de la forêt ;
 - 8° deux délégués des associations de la filière bois ;
 - 9° deux délégués des secteurs de la recherche et de la formation professionnelle forestière ;
 - 10° un délégué des associations relatives à la chasse.
- (4) Le ministre nomme pour chaque membre effectif un membre suppléant.
- (5) Les représentants et leurs suppléants sont nommés par le ministre pour un terme de trois ans.
- (6) La présidence et le secrétariat sont assurés par l'administration.

Suite à plusieurs questions de Madame Martine Hansen et de Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV) relatives à la composition du Conseil supérieur des forêts, Madame la Ministre informe qu'il a été décidé de prévoir un maximum de flexibilité et de rechercher un équilibre afin que tous les acteurs concernés puissent être représentés dans le Conseil. Il est en outre précisé que le projet de règlement grand-ducal dont mention au paragraphe 2 a uniquement pour objet de déterminer l'organisation et le mode de fonctionnement du Conseil supérieur des forêts et que les nominations effectives seront faites par le biais d'un arrêté ministériel sur décision ministérielle. Il est encore souligné que la notion d'« associations de propriétaires forestiers publics » inclut bien évidemment les représentants des communes.

Article 31 initial (nouvel article 17)

Cet article définit les missions du Conseil supérieur des forêts. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 31. Missions

(1) Le Conseil supérieur des forêts est chargé des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu de la présente loi.

(2) Il a en outre pour mission :

1. d'adresser de son initiative des propositions au ministre en matière de forêts, de leurs fonctions, services et produits ;
2. de donner son avis sur toutes les questions et tous les projets que le ministre juge utile de lui soumettre ;
3. de donner son avis sur tous les problèmes ayant trait aux forêts, à leurs fonctions, services et produits, qui lui sont présentés par son président ou par la majorité de ses membres ;
4. d'organiser et de gérer le Programme Forestier National.

Hormis quelques remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État n'émet pas d'observation à l'endroit de cet article. Il est cependant proposé, au paragraphe 2, point 4°, de remplacer les mots « le programme forestier national » par les mots « une plateforme de discussion et d'échange participative comprenant tous les intéressés des forêts, de leurs fonctions, services et produits ». Cet amendement s'impose en effet suite à la suppression du programme forestier national. L'article se lira donc comme suit :

Art. 17. Missions

(1) Le Conseil supérieur des forêts est chargé des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu de la présente loi.

(2) Il a en outre pour mission :

- 1° d'adresser de son initiative des propositions au ministre en matière de forêts, de leurs fonctions, services et produits ;
- 2° de donner son avis sur toutes les questions et tous les projets que le ministre juge utile de lui soumettre ;
- 3° de donner son avis sur tous les problèmes ayant trait aux forêts, à leurs fonctions, services et produits, qui lui sont présentés par son président ou par la majorité de ses membres ;
- 4° d'organiser et de gérer **une plateforme de discussion et d'échange participative comprenant tous les intéressés des forêts, de leurs fonctions, services et produits.**

Article 32 initial (nouvel article 18)

Cet article régleme la procédure en vue d'un défrichement de forêts publiques.

Hormis quelques remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État note que le défrichement en forêt publique ne répond pas aux règles de la coupe rase, prévues à l'article 13 de la loi précitée du 18 juillet 2018. Il peut s'en accommoder en retenant que la coupe rase et le défrichement poursuivent une finalité bien différente, tout défrichement pouvant se faire notamment moyennant une coupe rase qui elle n'est pas systématiquement exécutée dans le cadre d'un défrichement.

L'article se lit comme suit :

Art. 18. Défrichement des forêts publiques

(1) Aucun défrichement ne peut avoir lieu dans les forêts publiques en absence d'un règlement grand-ducal, à l'exception des défrichements réalisés dans l'intérêt de la restauration de biotopes associés à la forêt de faible superficie jusque 50 ares se trouvant en milieu forestier, tels que mardelles, étangs et vaines.

(2) Le défrichement d'une forêt publique ou partie de forêt publique dont la pente naturelle excède 60 pour cent ne peut être autorisé que pour la réalisation d'infrastructures publiques.

Article 33 initial (nouvel article 19)

Cet article énumère et précise une série de mesures spécialement conçues pour favoriser la biodiversité dans les forêts publiques. Hormis quelques remarques d'ordre légistique, il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État. Il est cependant proposé, au paragraphe 2, de supprimer les mots « au moins », car superfétatoires et, au paragraphe 3, point 2°, d'adapter la terminologie en remplaçant les mots « d'intérêt biologique » par le mot « biotopes ». L'article amendé se lira comme suit :

Art. 19. Mesures spéciales en faveur de la biodiversité ainsi que de l'intégrité et de la cohérence écologique du réseau Natura 2000 dans les forêts publiques

(1) Le ministre peut délimiter des réserves forestières dans les forêts publiques pour assurer la conservation de la diversité des espèces animales et végétales.

(2) Dans les forêts publiques, par propriétaire de plus de 100 hectares de forêts, sont mis en place des parties de forêts en évolution libre à concurrence de minimum 5 pour cent au moins de la superficie totale.

(3) Dans le cadre de la mise en œuvre d'une sylviculture proche de la nature, l'administration applique des mesures spéciales en faveur de la diversité biologique ainsi que de l'intégrité et de la cohérence écologique du réseau Natura 2000 dans les forêts publiques. Ces mesures sont détaillées dans le règlement grand-ducal qui définit les principes de la sylviculture proche de la nature à appliquer en forêts publiques et comprennent notamment :

1° la conservation d'arbres morts ;

2° la conservation d'arbres d'intérêt biologique biotopes ;

3° la conservation d'îlots de vieillissement ;

4° la création et la conservation de lisères structurées en bordure externe des massifs forestiers ;

5° la création et la conservation de biotopes associés à la forêt de faible superficie se trouvant en forêt, tels que mardelles, étangs et vaines ;

6° les mesures de conservation liées au réseau Natura 2000.

Article 34 initial (nouvel article 20)

Cet article définit les attributions et le champ d'application de la gestion des forêts publiques. Hormis une remarque d'ordre légistique, le Conseil d'État comprend que l'expression, au paragraphe 1^{er}, selon laquelle les forêts publiques sont gérées par l'administration « au gré » des propriétaires forestiers signifie que l'administration gère les forêts en respectant la volonté, voire les instructions des propriétaires. D'après le dictionnaire, l'expression « au gré de » signifie, en effet, « selon le goût, la volonté de ». D'après cette lecture, l'autonomie de gestion de leur patrimoine, accordée aux communes par l'article 107 de la Constitution, est préservée. L'article se lit comme suit :

Art. 20. Champ d'application et attribution

(1) Les forêts publiques sont gérées par l'administration au gré des propriétaires forestiers sur base d'une planification de la gestion élaborée par l'administration et approuvée par le propriétaire forestier.

(2) Les objectifs et les plans pour la gestion des forêts publiques sont élaborés en étroite concertation avec les propriétaires forestiers concernés.

(3) Les documents concernant la gestion sont à la disposition du propriétaire, sauf si disposé autrement dans cette loi et ses règlements d'exécution.

Article 35 initial (nouvel article 21)

Cet article pose les principes de gestion des forêts publiques. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 35. Principes de gestion des forêts publiques

(1) La gestion des forêts publiques se base sur les principes d'une gestion forestière durable et d'une gestion intégrée en tenant compte des besoins de l'approvisionnement en bois, d'une sylviculture proche de la nature et de la protection de la nature et du paysage.

(2) Un règlement grand-ducal définit les principes de la sylviculture proche de la nature à appliquer dans les forêts publiques.

Le Conseil d'État note que cet article constitue une redite partielle et non littérale de l'article 12 initial (nouvel article 7) qui, lui, énonce les principes de gestion des forêts, c'est-à-dire de toutes les forêts. Le Conseil d'État demande une mise en cohérence des deux articles en ce qui concerne les principes applicables. Afin de donner suite à cette demande du Conseil d'État, il est proposé d'amender comme suit l'article sous rubrique :

Art. 21. Principes de gestion des forêts publiques

(1) ~~La gestion des forêts publiques se base sur les principes d'une gestion forestière durable~~ Les forêts publiques doivent être gérées selon les règles de l'art, les principes d'une gestion forestière durable et d'une gestion intégrée en tenant compte des besoins de l'approvisionnement en bois, d'une sylviculture proche de la nature et de la protection de la nature et du paysage.

(2) Un règlement grand-ducal définit les principes de la sylviculture proche de la nature à appliquer dans les forêts publiques.

Article 36 initial (nouvel article 22)

Cet article 36 définit les modalités de planification de la gestion des forêts publiques. Il n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État et se lit comme suit :

Art. 22. Planification de la gestion des forêts publiques

(1) En remplacement des dispositions de l'article 8, des documents de planification de la gestion forestière à moyen terme, appelés documents d'aménagement, sont établis pour les forêts publiques. Ces documents d'aménagement ont pour but d'assurer une gestion selon les principes énoncés à l'article ci-dessus.

(2) Les documents d'aménagement sont établis par l'administration, approuvés par le propriétaire et validés par le ministre.

(3) Des plans de gestion annuels sont établis par l'administration sur base des documents d'aménagement.

(4) Un règlement grand-ducal détermine les principes et les procédures d'élaboration et d'approbation des documents d'aménagement des forêts publiques.

Suite à une question afférente de Madame Martine Hansen faisant référence à l'avis du SYVICOL qui regrette que les communes ne soient pas toujours saisies des documents de planification de la gestion forestière à moyen terme, il est précisé que les documents de planification sont toujours approuvés par les conseils communaux.

Article 37 initial (nouvel article 23)

L'article 37 précise les modalités d'exécution des travaux dans les forêts publiques. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 37. Exécution des travaux dans les forêts publiques

(1) Tous les travaux sont exécutés selon les règles de l'art et conformément aux principes d'une sylviculture proche de la nature.

(2) Tous les travaux sont exécutés par l'administration aux frais du propriétaire forestier, soit en régie, soit à l'aide d'entreprises.

(3) Tous les travaux sont exécutés suivant les directives et sous la surveillance de l'administration.

(4) Un règlement grand-ducal fixe les modalités d'exécution des travaux dans les forêts publiques.

(5) Le Gouvernement peut organiser un régime d'agrément des entrepreneurs de travaux forestiers. Un règlement grand-ducal définit les procédures, les règles et les conditions de l'agrément.

Le Conseil d'État est d'avis que le paragraphe 1^{er} est à supprimer puisqu'il n'a pas de contenu normatif.

Au paragraphe 2, il demande d'explicitement viser « Tous les travaux dans les forêts publiques ». Il est, par la suite, possible de faire référence à « Ces travaux ».

Le paragraphe 5 autorise le Gouvernement à organiser un régime d'agrément des entrepreneurs de travaux forestiers, un règlement grand-ducal définissant les procédures, les règles et les conditions de l'agrément. Le régime d'agrément constitue, aux yeux du Conseil d'État, une restriction à la liberté d'industrie et du commerce qui est garantie par l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution. Il en résulte que le règlement grand-ducal prévu est appelé à intervenir dans une matière dite réservée et doit par conséquent disposer, conformément à l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, d'une base légale qui fixe l'objectif des mesures d'exécution ainsi que les conditions auxquelles elles sont soumises, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Le Conseil d'État doit dès lors s'opposer formellement au paragraphe 5 et il suggère aux auteurs de vérifier si la question de l'agrément ne serait pas mieux réglée dans le cadre de la loi relative aux marchés publics. Par ailleurs, en chargeant le Gouvernement d'organiser un régime d'agrément, la disposition lui confère le pouvoir de prendre des mesures générales et impersonnelles qui revêtent un caractère réglementaire. Or, il est rappelé que la loi ne saurait investir les membres du Gouvernement d'un pouvoir réglementaire. Qui plus est, le pouvoir réglementaire ministériel étant fondé sur l'article 76, alinéa 2, de la Constitution, le Conseil d'État souligne que, dans les matières réservées par la Constitution à la loi formelle, le recours à cette disposition constitutionnelle est exclu. Il s'ensuit que le Conseil d'État doit encore s'opposer formellement à la disposition.

Au vu des oppositions formelles de la Haute Corporation, il est proposé de supprimer le paragraphe 5 de l'article, qui se lira comme suit :

Art. 23. Exécution des travaux dans les forêts publiques

~~(1) Tous les travaux sont exécutés selon les règles de l'art et conformément aux principes d'une sylviculture proche de la nature.~~

~~(1) Tous les travaux dans les forêts publiques sont exécutés par l'administration aux frais du propriétaire forestier, soit en régie, soit à l'aide d'entreprises.~~

~~(2) Ces travaux sont exécutés suivant les directives et sous la surveillance de l'administration.~~

~~(3) Un règlement grand-ducal fixe les modalités d'exécution des de ces travaux dans les forêts publiques.~~

~~(5) Le Gouvernement peut organiser un régime d'agrément des entrepreneurs de travaux forestiers. Un règlement grand-ducal définit les procédures, les règles et les conditions de l'agrément.~~

Article 38 initial (nouvel article 24)

L'article sous rubrique définit les modalités d'exploitation et de vente des bois coupés dans les forêts publiques.

Au paragraphe 1^{er}, le Conseil d'État propose d'écrire « [...] en conformité avec le document d'aménagement prévu à l'article 36. ». Au paragraphe 2, il s'interroge sur la signification de l'expression « au gré des propriétaires forestiers » et, au regard des incertitudes découlant de

la formule utilisée, s'oppose formellement au libellé du paragraphe au motif que celui-ci ne satisfait pas aux exigences de la sécurité juridique.

Afin de donner suite à cette opposition formelle, il est proposé de rédiger comme suit l'article sous rubrique :

Art. 24. Exploitation et vente des bois des forêts publiques

(1) Tout abattage d'arbres dans les forêts publiques en vue de leur exploitation est soumis à l'autorisation de l'administration en conformité avec le document d'aménagement prévu à l'article 22.

(2) L'administration est chargée de la vente des bois provenant des forêts publiques au gré des propriétaires forestiers.

(3) Un règlement grand-ducal définit les règles applicables aux ventes de bois provenant des forêts publiques.

Suite à une question de Madame Martine Hansen relative à une remarque du SYVICOL qui préconise la révision de la répartition des frais de 40% pour les communes et 60% pour l'État et demande de limiter la participation financière des communes aux coûts directement liés à l'exploitation des forêts communales, il est précisé que cette disposition a été établie sur base de la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts, dont l'article 9, paragraphe 1^{er} dispose que :

« (1) La répartition des frais de gestion et de surveillance des forêts est calculée en fonction de l'étendue de la forêt soumise au régime forestier. Les frais de gestion et de surveillance comprennent les salaires des ingénieurs de la carrière supérieure des arrondissements et des préposés des triages.

Les frais de gestion et de surveillance des forêts seront remboursés à raison de 40 pour cent par les communes et établissements publics pour la part leur incombant en vertu de l'alinéa 1^{er} ci-dessus. La différence reste à charge de l'Etat. L'état de répartition et de remboursement des frais de gestion et de surveillance des forêts est arrêté annuellement par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration de la nature et des forêts, et est communiqué aux communes et établissements publics. »

Actuellement, les coûts avoisinent les 63 euros par hectare et par an.

Suite à une intervention de Monsieur Aly Kaes (CSV) qui revendique une plus grande participation financière de l'État pour l'entretien des forêts communales, Madame la Ministre rappelle que le projet de loi n°7655 portant création d'un pacte nature avec les communes a justement pour objet de mieux soutenir les communes dans leurs efforts liés à la lutte contre le changement climatique.

Articles 39 et 40 initiaux (nouvel article 25)

L'article 39 initial prévoit des peines de police pour des infractions de moindre gravité, tandis que l'article 40 initial prévoit des peines plus sévères. Dans leur version initiale, ils se lisent comme suit :

Art. 39. Sanctions

Est puni d'une amende de 25 à 250 euros :

Toute personne,

1. qui en accédant à la forêt n'a pas respecté les limitations d'accès au public d'après les dispositions de l'article 3(2) ou 6(2) ;
2. qui en accédant à la forêt à vélo ou à cheval n'a pas respecté les dispositions de l'article 3(3) ;
3. qui a accédé sans autorisation aux installations sylvicoles, apicoles et cynégétiques, aux chantiers de coupe et de constructions de chemins forestiers ;

4. qui, sans autorisation du propriétaire, a procédé à des balisages dans la forêt ou qui a détruit ou détérioré des balisages autorisés ;
5. qui sans préjudice quant aux dispositions du Code de la route, a enfreint l'article 6(1), règlementant la circulation des véhicules motorisés en forêt ;
6. qui a porté du feu en forêt en violation de l'article 8 ;
7. qui a perturbé la quiétude de la forêt en violation de l'article 9 ;
8. qui a prélevé et a enlevé des produits de la forêt en violation de l'article 10 ;
9. qui a procédé à un abattage d'arbres en violation de l'article 14(1) ;
10. qui a procédé à un débardage en infraction de l'article 14(6) ;
11. qui en violation de l'article 15(3) – n'a pas utilisé des plants ou semences adaptés à la station ;
12. qui a procédé à un pâturage en forêt en infraction à l'article 17.1 ;
13. qui a procédé à un essartement à feu courant en infraction de l'article 17.2 ;
14. qui a procédé en violation de l'article 17.7 à une opération de full tree logging ;
15. qui a enlevé des rémanents de coupe d'un diamètre inférieur à 5 centimètres en infraction de l'article 17.8 ;
16. qui n'a pas respecté les dispositions de l'article 18 visant à interdire certaines pratiques de gestion dans l'intérêt de la conservation du milieu forestier.

Art. 40. Sanctions

Est puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 251 à 750.000 euros ou l'une de ces peines seulement :

Toute personne,

1. qui a procédé à une coupe non conforme aux dispositions de l'article 14 (2), (3), (4) et (5) ;
2. qui a procédé à une conversion ou à une transformation d'un peuplement feuillu en peuplement résineux sans autorisation du Ministre et en infraction de l'article 15(2) ;
3. qui a utilisé du matériel forestier de reproduction génétiquement modifié en violation de l'article 15(4) ;
4. qui en violation de l'article 15(1) n'a pas respecté l'obligation de reconstituer un peuplement après une coupe ;
5. qui a procédé à un drainage en infraction de l'article 17.3 ;
6. qui a utilisé des pesticides non autorisés par le Ministre selon les dispositions de l'article 17.4 ;
7. qui, en infraction de l'article 17.5 ou de l'article 17.6, a procédé à la fertilisation ou à l'amendement du sol de la forêt sans disposition d'une autorisation du Ministre ;
8. qui en infraction de l'article 17.9 a travaillé le sol dans la couche minérale ;
9. qui en violation de l'article 17.10 a procédé au dessouchage.

En ce qui concerne les points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 16 de l'article 39 initial, le Conseil d'État rappelle les oppositions formelles formulées à l'égard de ces dispositions qu'ils visent à sanctionner. Il est amené à s'opposer formellement à ces points dans leur libellé actuel, sur le fondement de l'article 14 de la Constitution. En ce qui concerne le point 14, le Conseil d'État renvoie aux observations formulées à l'endroit de l'article 2 pour ce qui est de l'utilisation dans un texte normatif de l'expression anglaise « *full tree logging* ».

À l'article 40 initial, le Conseil d'État recommande de regrouper les différentes infractions en fonction de leur gravité et de préciser la peine qui en résulte, afin d'assurer la meilleure adéquation possible entre la peine et le degré de gravité de chacune des infractions qu'il s'agit de sanctionner.

En ce qui concerne le point 1, le Conseil d'État rappelle l'opposition formelle formulée à l'égard de l'article 14, paragraphe 2. Il doit par conséquent s'opposer formellement également au point

1 dans la mesure où cette disposition incrimine des comportements audit article 14, paragraphe 2.

En ce qui concerne le point 4, le Conseil d'État rappelle l'opposition formelle formulée à l'égard de l'article 15, paragraphe 1^{er} et doit également s'opposer de manière formelle au point 4 de l'article 40.

En ce qui concerne le point 5, il est à noter que l'article 17, paragraphe 3, auquel la disposition se réfère, interdit le drainage en forêt, de même que son entretien. Or, selon le point 5, seul le drainage est punissable. Le Conseil d'État demande d'étendre le comportement punissable à l'entretien du drainage.

En ce qui concerne le point 7, le Conseil d'État rappelle l'opposition formelle formulée à l'égard de l'article 17, point 6. Il doit par conséquent, sur le fondement de l'article 14 de la Constitution, s'opposer formellement au point 7 de l'article 40.

Hormis plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État signale encore que s'il est recouru au procédé de munir les articles d'un intitulé, chaque article du dispositif comportant des dispositions autonomes, doit être muni d'un intitulé propre. Il faut encore que l'intitulé soit spécifique pour chacun de ces articles et reflète fidèlement et complètement le contenu de l'article. Étant donné que les intitulés de l'article sous avis et de l'article 40 sont identiques, il y a lieu de les adapter.

Il est proposé de regrouper les différentes sanctions pénales en un seul article et d'augmenter les sanctions afin de tenir compte des critiques formulées par l'OECD et le Conseil de l'Union européenne. Dans le cadre de leurs évaluations respectives, ils ont soulevé que le niveau des sanctions pénales devait permettre le recours aux techniques d'enquêtes spéciales, essentielles dans la lutte contre la criminalité environnementale. Dans ce cadre, il a été recommandé au Grand-Duché de renforcer les systèmes de sanctions liées aux infractions environnementales, en ce qui concerne les sanctions pénales maximales ainsi que le niveau maximal des montants à payer en cas d'avertissements taxés et de sanctions administratives, ces sanctions étant actuellement estimées trop faibles et par conséquent pas assez dissuasives. En outre, il est proposé de davantage préciser les comportements fautifs afin de se conformer aux exigences de l'article 14 de la Constitution. Le nouvel article 25 se lira donc comme suit :

Art. 25. Sanctions

(1) Est punie d'une amende de **24 à 1000 euros**, toute personne qui aura commis l'une des infractions suivantes :

1.° qui en accédant à la forêt n'a pas respecté les limitations d'accès au public d'après les dispositions de l'article 3(2) ou 6(2) ;

2.° qui en accédant à la forêt à vélo ou à cheval n'a pas respecté les dispositions de l'article 3(3) ;

3.° qui a accédé sans autorisation aux installations sylvicoles, apicoles et cynégétiques, aux chantiers de coupe et de constructions de chemins forestiers ;

4.° qui, sans autorisation du propriétaire, a procédé à des balisages dans la forêt ou qui a détruit ou détérioré des balisages autorisés ;

5.° qui sans préjudice quant aux dispositions du Code de la route, a enfreint l'article 6(1), réglementant la circulation des véhicules motorisés en forêt ;

1.° qui a porté ou allumé du feu en forêt en dehors des zones spécialement aménagées à cet effet à des fins récréatives en violation de l'article ~~8~~ 5 ;

7.° qui a perturbé la quiétude de la forêt en violation de l'article 9 ;

2.° qui a prélevé et ou a enlevé des produits de la forêt en violation de l'article ~~10~~ 6 ;

3.° qui a procédé à une ~~abattage~~ coupe d'arbres sans notification telle que prévue à l'article 9, paragraphe 1^{er} ;

4.° qui a procédé à un débardage en infraction de l'article 9, paragraphe 6 ;

5.° qui en violation de l'article ~~10~~, paragraphe 5 n'a pas utilisé des plants ou semences adaptés à la station ;

6° qui a procédé à un pâturage ou toute autre forme d'élevage de bétail en forêt en infraction de l'article 17.2 à l'article 11, point 1^{er} ;

~~7.° qui a procédé à un essartement à feu courant en infraction de l'article 17.2 ;~~

7° qui a procédé en violation de l'article ~~17.7~~ 11, point 7 à une opération de récolte de l'arbre entier full tree logging pour des raisons autres que phytosanitaires ;

8° qui a enlevé hors du peuplement des rémanents de coupe d'un diamètre inférieur à 5 centimètres en infraction de l'article ~~17.8~~ 11, point 8 ;

~~16.° qui n'a pas respecté les dispositions de l'article 18 visant à interdire certaines pratiques de gestion dans l'intérêt de la conservation du milieu forestier.~~

(2) Est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 à 750.000 euros ou l'une de ces peines seulement, toute personne qui aura commis l'une des infractions suivantes :

1° qui a procédé à une coupe non conforme aux dispositions de l'article 14 (2), (3), (4) et (5) l'article 9, paragraphes 2 et 3 ;

2° qui en violation de l'article 15(1) n'a pas respecté l'obligation de reconstituer un peuplement après une coupe qui par infraction à l'article 10, paragraphe 1^{er} n'a pas procédé à la régénération, artificielle ou assistée du peuplement forestier dans un délai de trois ans à compter du début des travaux d'abattage, de peuplements forestiers équivalents, du point de vue production et écologie, au peuplement exploité ;

3° qui a procédé à une conversion ou à une transformation d'un peuplement feuillu en peuplement résineux sans autorisation du Ministre en infraction de l'article ~~15(2)~~ 10, paragraphe 4 ;

4° qui a utilisé du matériel forestier de reproduction génétiquement modifié en violation de l'article ~~15(4)~~ 10, paragraphe 6 ;

5° qui a procédé à un drainage ou entretien d'un drainage en infraction de l'article ~~17.3~~ 11, point 3 ;

6° qui a utilisé des pesticides sans l'autorisation du Ministre en infraction de l'article 17.4 11, point 4 ;

7° qui, en infraction de l'article ~~17.5~~ 11, point 5 ou de l'article ~~17.6~~ 11, point 6, a procédé à la fertilisation ou à l'amendement du sol de la forêt sans autorisation du Ministre ;

8° qui en infraction de l'article ~~17.9~~ 11, point 9 a travaillé le sol dans la couche minérale sans autorisation du Ministre ;

9° qui en violation de l'article ~~17.10~~ 11, point 10 a procédé au dessouchage.

Article 41 initial (nouvel article 26)

Cet article prévoit des circonstances aggravantes pouvant alourdir les sanctions pénales. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 41. Conditions aggravantes

Cette peine peut être portée jusqu'à un emprisonnement de deux ans et jusqu'à une amende de 1.000.000 euros lorsque les infractions ont été commises dans une des circonstances suivantes :

1. Toute personne, qui sans préjudice des dispositions pénales plus sévères, a porté ou allumé un feu dans la forêt ou qui a procédé à un essartement à feu courant, malgré les mesures exceptionnelles prises par le Ministre selon les dispositions de l'article 3(2) ou de l'article 6(2) ;
2. En cas de récidive ;
3. En cas d'infraction commise pendant la nuit.

Outre plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État constate que l'article omet de préciser quelles sont les peines susceptibles d'être aggravées et demande que l'article soit précisé en ce sens.

Afin de spécifier quelles sont les peines pouvant être aggravées, il est proposé d'amender comme suit le nouvel article 26 :

Art. 26. Circonstances aggravantes

Les peines visées à l'article 25, paragraphe 1^{er} peuvent être portées jusqu'à un emprisonnement de deux ans et jusqu'à une amende de 1 000 000 euros lorsque les infractions ont été commises dans l'une des circonstances suivantes :

1° Toute personne, qui sans préjudice des dispositions pénales plus sévères, a porté ou allumé un feu dans la forêt ou qui a procédé à un essartement à feu courant, malgré les mesures exceptionnelles prises par le Ministre selon les dispositions de l'article 3(2) ou de l'article 6(2) ;

1° En cas de récidive ;

2° En cas d'infraction commise pendant la nuit.

Article 42 initial (nouvel article 27)

Cet article définit la récidive.

Outre plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État note que ces dispositions ne correspondent pas au schéma classique de la récidive en droit pénal général, dans la mesure où elles ne distinguent pas entre contraventions et délits. En droit pénal général, la récidive en matière contraventionnelle n'est en effet pas prévue. Une contravention ne peut pas non plus déclencher le mécanisme de la récidive. Même s'il est admis qu'une loi spéciale peut déroger au droit commun en matière de récidive, le Conseil d'État demande néanmoins au législateur de réfléchir à la pertinence d'introduire dans la loi en projet un régime de récidive dérogatoire au droit commun à cet égard.

L'article se lit comme suit :

Art. 27. Récidive

Il y a récidive lorsque dans les douze mois qui ont précédé l'infraction visée à l'article 25, l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation irrévocable pour une infraction prévue par la présente loi ou par la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Insertion d'un nouvel article 28

Un nouvel article 28, libellé comme suit, est inséré dans le projet de loi :

Art.28. Avertissements taxés

En cas de contraventions punies conformément aux dispositions de l'article 25, paragraphe 1^{er} des avertissements taxés peuvent être décernés par les fonctionnaires de la Police grand-ducale habilités à cet effet par le directeur général de la Police grand-ducale ainsi que, dans l'exercice de leurs fonctions en relation avec les contrôles visés à l'article 32, par les fonctionnaires des administrations concernées habilités à cet effet par les ministres compétents.

L'avertissement taxé est subordonné à la condition soit que le contrevenant consent à verser immédiatement entre les mains des fonctionnaires préqualifiés l'avertissement taxé dû, soit, lorsque l'avertissement taxé ne peut pas être perçu sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation. Dans cette deuxième hypothèse le paiement peut notamment se faire dans le bureau de la Police grand-ducale ou par versement au compte postal ou bancaire indiqué par la même sommation.

L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal ordinaire :

1° si le contrevenant n'a pas payé dans le délai imparti ;

2° si le contrevenant déclare ne pas vouloir ou ne pas pouvoir payer la ou les taxes. Le montant de l'avertissement taxé ainsi que les modes du paiement sont fixés par règlement grand-ducal qui détermine aussi les modalités d'application du présent article et qui établira un catalogue groupant les contraventions suivant le montant des avertissements taxés à percevoir.

Le montant minimal de l'avertissement taxé est de 24 euros. Le montant maximal de l'avertissement taxé est de 250 euros.

Le versement de l'avertissement taxé dans un délai de 45 jours, à compter de la constatation de l'infraction, augmenté le cas échéant des frais de rappel a pour conséquence d'arrêter toute poursuite.

Lorsque l'avertissement taxé a été réglé après ce délai, il est remboursé en cas d'acquiescement, et il est imputé sur l'amende prononcée et sur les frais de justice éventuels en cas de condamnation. Dans ce cas, le paiement de l'avertissement taxé ne préjudicie pas au sort d'une action en justice.

Ce nouvel article vise à introduire les avertissements taxés pour les infractions du 1^{er} paragraphe de l'article 25. Les avertissements taxés devraient permettre d'intervenir directement en cas de constat d'une infraction sanctionnable par cette voie et de contribuer ainsi à un meilleur respect des prescriptions de la législation en matière de forêts. Le nouveau texte s'inspire de l'article 48 de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets.

Article 43 initial (nouvel article 29)

L'article sous rubrique définit les pouvoirs du juge qui peut ordonner la restitution des objets enlevés de leur espace naturel et la remise en état des lieux dans leur état antérieur. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 43. Mesures

(1) Le juge ordonne que les objets quelconques enlevés de leur emplacement naturel en contravention à la présente loi ou à ses règlements d'exécution soient restitués à leur milieu naturel aux frais du contrevenant et sous la surveillance de l'administration. Il peut ordonner la confiscation des engins et instruments dont les contrevenants se sont servis, ainsi que des véhicules utilisés pour commettre l'infraction.

(2) Sans préjudice des règles de droit commun en matière de saisie prévues au code d'instruction criminelle, les agents de la police grand-ducale, de l'Administration de la nature et des forêts qui constatent l'infraction ont le droit de saisir les engins, instruments et matériaux de construction susceptibles d'une confiscation ultérieure ; cette saisie ne peut être maintenue que si elle est validée dans les huit jours par l'ordonnance du juge d'instruction.

(3) La mainlevée de la saisie prononcée par ordonnance du juge d'instruction peut être demandée en tout état de cause, à savoir :

1. à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement pendant l'instruction ;
2. à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement lorsque celle-ci se trouve saisie par l'ordonnance de renvoi ou par la citation directe ;
3. à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté ou s'il a été formé un pourvoi en cassation.

(4) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer. Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son défenseur entendus en leurs explications orales ou dûment appelés.

(5) Les ordonnances de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement et les jugements de la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement peuvent être attaqués d'après les dispositions du droit commun prévues au code d'instruction criminelle.

(6) Le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur chaque fois qu'une infraction aux dispositions de la présente loi, à ses règlements d'exécution ainsi qu'aux mesures prises en vertu desdites dispositions légales et

réglementaires a été commise. Il ordonne en cas d'infraction de l'article 15(1) que le contrevenant procède à des travaux de reboisement. Le jugement de condamnation fixe le délai, qui ne dépasse pas un an, dans lequel le condamné doit s'exécuter. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximale. Cette astreinte court à partir de l'expiration du délai fixé pour le rétablissement des lieux ou des travaux de boisement jusqu'au jour où le jugement a été complètement exécuté. L'Administration pourra procéder au rétablissement des lieux ou aux travaux de boisement aux frais du contrevenant au cas où ce dernier n'y procède pas endéans les délais fixés par le juge et malgré une mise en demeure formelle signifiée par voie d'huissier après l'expiration du prédit délai.

(7) En cas d'infraction à l'article 5, le jugement ordonne l'enlèvement, aux frais du contrevenant, des balisages effectués sans autorisation du propriétaire et fixe le délai, qui ne dépasse pas un mois, dans lequel le condamné doit procéder à cet enlèvement.

(8) Le jugement est exécuté à la requête du procureur général d'État ou de la partie civile, chacun en ce qui le concerne.

(9) Les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations sont faites au nom du procureur général d'Etat, par le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(10) Lorsque le bénéficiaire de l'astreinte n'est pas la partie civile, le montant de l'astreinte est recouvré par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(11) Le recouvrement des frais se fait comme en matière domaniale.

(12) Le rétablissement des lieux doit être effectué même au cas où la parcelle a changé de propriétaire depuis l'époque de l'infraction.

Outre plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État note ce qui suit :

- Pour ce qui est du paragraphe 2, l'application des règles de droit commun s'impose de toute manière, de sorte que la mention « sans préjudice des règles de droit commun » revêt un caractère superfétatoire et est à omettre. Plus substantiellement, le paragraphe 2 confère indistinctement à tous les agents de la Police grand-ducale le pouvoir de pratiquer des saisies. Or, d'après le droit commun, ce pouvoir est réservé aux seuls agents de la Police grand-ducale qui possèdent la qualité d'officier de police judiciaire. Même si la loi spéciale peut conférer à certains agents de la Police grand-ducale des pouvoirs exorbitants, le Conseil d'État demande, pour des raisons de cohérence, de s'en tenir au droit commun en ce qui concerne les attributions judiciaires des agents de la Police grand-ducale. Dans cette optique, il propose de conférer au paragraphe 2 le libellé suivant : « Les agents de l'Administration de la nature et des forêts qui constatent l'infraction ont le droit de saisir les engins, instruments et matériaux de construction susceptibles d'une confiscation ultérieure ; cette saisie ne peut être maintenue que si elle est validée dans les huit jours par l'ordonnance du juge d'instruction. »
- Le paragraphe 5 constitue une redite des règles de droit commun, de sorte qu'il est à omettre, car superfétatoire.

Il est proposé de remplacer comme suit l'article sous rubrique :

Art. 29. Mesures

(1) Le juge ordonne que les objets quelconques enlevés de leur emplacement naturel en **infraction** à la présente loi ou à ses règlements d'exécution soient restitués à leur milieu naturel aux frais du contrevenant et sous la surveillance de l'administration. Il peut ordonner la confiscation des engins et instruments dont les contrevenants se sont servis, ainsi que des véhicules utilisés pour commettre l'infraction.

(2) ~~Sans préjudice des règles de droit commun en matière de saisie prévues au code d'instruction criminelle Code de procédure pénale.~~ Les **agents membres** de la police grand-ducale ~~de l'Administration de la nature et des forêts ainsi que les personnes visées à l'article 32~~ qui constatent l'infraction ont le droit de saisir les engins, instruments et **matériaux de construction bois** susceptibles d'une confiscation ultérieure. Cette saisie ne peut être

maintenue que si elle est validée dans les huit jours **y non compris les samedis, dimanches et jours fériés** par l'ordonnance du juge d'instruction.

En cas d'urgence, le juge d'instruction peut ordonner dans les quatorze jours suivant la saisie, sans que la mainlevée ait été sollicitée, la vente de gré à gré ou à la vente aux enchères des engins, instruments et bois saisis. Le produit de la vente sera versé à la caisse des consignations et sera déduit des frais de justice.

Si la saisie se prolonge pendant plus de trois mois, sans que la mainlevée ait été sollicitée, le juge d'instruction peut ordonner la vente de gré à gré ou à la vente aux enchères des engins, instruments et bois saisis. Le produit de la vente sera versé à la caisse des consignations et sera déduit des frais de justice.

(3) La mainlevée de la saisie **validée** par ordonnance du juge d'instruction peut être demandée en tout état de cause, à savoir :

1° à la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement pendant **l'enquête préliminaire ou l'instruction** ;

2° à la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement lorsque celle-ci se trouve saisie par l'ordonnance de renvoi ou par la citation directe ;

3° à la chambre correctionnelle de la Cour d'appel, si appel a été interjeté ou s'il a été formé un pourvoi en cassation ;

4° au tribunal de police territorialement compétent lorsque celui-ci se trouve saisie par ordonnance de renvoi ayant procédé à la décorrectionnalisation du délit.

(4) La requête est déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer. Il y est statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son défenseur entendus en leurs explications orales ou dûment appelés.

~~(5) Les ordonnances de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement et les jugements de la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement peuvent être attaqués d'après les dispositions du droit commun prévues au code d'instruction criminelle.~~

(5) Le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur chaque fois qu'une infraction aux dispositions de la présente loi, à ses règlements d'exécution ainsi qu'aux mesures prises en vertu desdites dispositions légales et réglementaires a été commise. Il ordonne en cas d'infraction de l'article 10 (1) que le contrevenant procède à des travaux de reboisement. Le jugement de condamnation fixe le délai, qui ne dépasse pas un an, dans lequel le condamné doit s'exécuter. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximale. Cette astreinte court à partir de l'expiration du délai fixé pour le rétablissement des lieux ou des travaux de boisement jusqu'au jour où le jugement a été complètement exécuté. L'Administration pourra procéder au rétablissement des lieux ou aux travaux de boisement aux frais du contrevenant au cas où ce dernier n'y procède pas endéans les délais fixés par le juge et malgré une mise en demeure formelle signifiée par voie d'huissier après l'expiration du prédit délai. **La commune ou, à défaut, l'État peuvent se porter partie civile.**

~~(7) En cas d'infraction à l'article 5, le jugement ordonne l'enlèvement, aux frais du contrevenant, des balisages effectués sans autorisation du propriétaire et fixe le délai, qui ne dépasse pas un mois, dans lequel le condamné doit procéder à cet enlèvement.~~

(6) Le jugement est exécuté à la requête du procureur général d'État ou de la partie civile, chacun en ce qui le concerne.

(7) Les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations sont faites au nom du procureur général d'Etat, par le directeur de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

(8) Lorsque le bénéficiaire de l'astreinte n'est pas la partie civile, le montant de l'astreinte est recouvré par l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

9) Le recouvrement des frais se fait comme en matière **domaniale se fait comme en matière de droits d'enregistrement.**

(10) Le rétablissement des lieux doit être effectué même au cas où la parcelle a changé de propriétaire depuis l'époque de l'infraction.

Ce nouveau libellé s'inspire du texte de l'article 77 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ainsi, l'article 29 vise désormais, comme recommandé par les Parquets de Luxembourg et de Diekirch dans leur avis du 14 novembre 2019 concernant l'article 77 tel que modifié par le projet de loi n°7477, les membres de la Police grand-ducale.

De plus, ont été ajoutés au paragraphe 2 deux alinéas qui s'inspirent notamment de l'article 16 de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux et de l'article 14 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Finalement, le paragraphe 3 de l'article 29 a été complété par un point 4° qui dispose que la mainlevée de la saisie peut être demandée au tribunal de police territorialement compétent lorsque celui-ci se trouve saisi par ordonnance de renvoi ayant procédé à la décorrectionnalisation du délit.

Article 44 initial (nouvel article 30)

Cet article prévoit des amendes administratives ayant pour but d'inciter les administrés à coopérer avec les autorités.

Hormis plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État renvoie à l'opposition formelle formulée à l'égard de l'article 13 de la loi en projet. Il doit s'opposer formellement également à l'article sous rubrique, dans la mesure où cette disposition incrimine des comportements contraires audit article 13.

Alors que la version amendée de l'article 13 initial devrait permettre au Conseil d'État de lever son opposition formelle, l'article sous rubrique se lira comme suit :

Art. 30. Amendes administratives

(1) Le ministre peut infliger une amende administrative de 50 euros à 1.000 euros à
1.° celui qui en violation de l'article ~~13~~ 8 n'a pas élaboré un document de planification ;
2.° celui qui en violation de l'article ~~27~~ 14, paragraphe 2 n'a pas fourni des renseignements aux autorités.

(2) Les amendes administratives sont payées dans les 30 jours de la notification de la décision écrite. Passé ce délai, un rappel est adressé par voie de lettre recommandée. Le rappel fait courir des intérêts de retard calculés au taux légal.

(3) Les amendes administratives sont perçues par l'Administration de l'enregistrement et des domaines. Le recouvrement se fait comme en matière de droits d'enregistrement.

Article 45 initial (nouvel article 31)

L'article sous rubrique instaure des mesures de sauvegarde destinées à protéger le milieu forestier d'atteintes graves.

Hormis une remarque d'ordre légistique, le Conseil d'État demande, au paragraphe 1^{er}, la suppression des termes « en cas de non-conformité », en ce que ces termes sont redondants par rapport aux termes « En cas de non-respect ». L'article se lira comme suit :

Art. 31. Mesures administratives

(1) En cas de non-respect des dispositions prévues aux articles ~~14 à 19~~ 9 à 12 ~~de la présente loi~~, le Ministre peut ordonner la fermeture provisoire d'un chantier de coupe ~~en cas de non-conformité~~.

(2) Tout intéressé peut demander l'application de la mesure ci-dessus.

(3) La mesure du paragraphe 1^{er} est levée lorsque le contrevenant ou une autre personne concernée se sont conformés.

Article 46 initial (nouvel article 32)

Cet article traite des pouvoirs de contrôle et, dans sa version initiale, se lit comme suit :

Art. 46. Pouvoirs de contrôle

(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 46(3) les infractions à la présente loi, à ses règlements d'exécution et aux mesures prises en vertu desdites dispositions légales et réglementaires sont constatées par les agents de la police grand-ducale, les agents de l'Administration de la Nature et des Forêts, ainsi que par les agents de l'Administration des douanes et accises.

(2) Les agents de l'Administration de la Nature et des Forêts visés au paragraphe (1) doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions. Le programme et la durée de la formation, ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal.

(3) Avant d'entrer en fonctions, les agents de l'Administration de la nature et des forêts prêtent serment devant le tribunal d'arrondissement compétent et déterminé en fonction de leur domicile avec les termes suivants :

« Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité ».

(4) A compter de leur prestation de serment, les agents de l'Administration de la nature et des forêts ont la qualité d'officier de police judiciaire.

(5) L'article 458 du Code pénal est applicable aux agents visés au paragraphe 4.

Le Conseil d'État constate que cet article attribue des pouvoirs de police à certaines catégories d'agents de l'Administration de la nature et des forêts et de l'Administration des douanes et accises. Il indique que, pour satisfaire aux exigences de l'article 97 de la Constitution, il faut préciser les groupes de traitement et d'indemnité et, le cas échéant, leurs sous-groupes, tels que déterminés par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, auxquels devront appartenir les fonctionnaires et agents appelés à être investis de missions de police judiciaire. Étant donné que les membres de la Police grand-ducale ont, en vertu des articles 10 et 13 du Code de procédure pénale, une compétence générale en matière de police judiciaire, point n'est donc besoin de leur conférer, de manière ponctuelle, ces pouvoirs dans d'autres lois. Au vu de ce qui précède, il conviendrait de libeller l'article comme suit :

« Les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises à partir du grade [...] et les fonctionnaires à partir du grade [...] de l'Administration de la nature et des forêts peuvent être chargés de constater les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution.

Dans l'exercice de leur fonction, ces fonctionnaires ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils peuvent exercer ces fonctions sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales. Le programme et la durée de formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont précisés par règlement grand-ducal.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité. » »

Il est proposé de libeller le nouvel article 32 comme suit :

Art. 32. Pouvoirs de contrôle

Les agents de l'administration constatent les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution.

Dans l'exercice de leur fonction, ces fonctionnaires ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils peuvent exercer ces fonctions sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1er doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions

pénales. Le programme et la durée de formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont précisées par règlement grand-ducal.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement **dans le ressort duquel se trouve le siège principal de l'administration d'attache de l'agent en question**, siégeant en matière civile, le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité. »

L'article 32 est amendé afin de viser désormais les seuls agents de l'Administration de la nature et des forêts. En effet, comme relevé par la Haute Corporation, les membres de la Police grand-ducale ont, en vertu des articles 10 et 13 du Code de procédure pénale, une compétence générale en matière de police judiciaire. En outre, alors que l'Administration de la nature et des forêts a son siège à Diekirch, il est plus logique de prévoir, à l'instar de la loi du 18 janvier 2018, qu'ils prêtent serment devant le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch.

Insertion d'un nouvel article 33

Un nouvel article 33, libellé comme suit, est inséré dans le projet de loi :

Art.33. Accès spécifiques

Le ministre, son délégué, les porteurs d'un ordre de mission du ministre, les membres du Conseil supérieur des forêts ainsi que les agents de l'administration ont accès entre le lever et le coucher du soleil à tous les fonds et chantiers sous le champ d'application de la présente loi.

Il est proposé d'insérer un nouvel article sur l'accès aux divers fonds forestiers. Cet article, qui s'inspire de l'article 71 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, est plus large que l'article 3 qui confère un droit d'accès uniquement sur les chemins et sentiers. Les personnes visées par le nouvel article 33 ne sont pas tenues par ces limitations.

Article 47 initial (nouvel article 34)

Cet article prévoit la forme, le délai et la nature du recours contre les décisions prises en vertu de la loi.

Le Conseil d'État note que cet article déroge au délai de droit commun de trois mois pour l'introduction d'un recours et s'interroge sur la nécessité d'une telle dérogation. Étant donné que le commentaire des articles ne fournit pas d'éclaircissement à ce sujet, il propose d'en rester au délai de droit commun pour les recours prévus. Par ailleurs, dans un souci d'harmonisation, il propose, pour l'institution d'un recours en réformation, de libeller l'article comme suit :

« Toute décision prise par le ministre au titre de la présente loi est susceptible d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. »

Pour l'institution d'un recours en réformation, il est indiqué d'employer, dans un souci d'harmonisation, la formule suivante :

« Contre les décisions prises par [nom de l'autorité compétente] en vertu de [l'article ou paragraphe], un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif ».

L'article se lira comme suit :

Art. 34. Recours

Contre les décisions administratives prises en vertu de la présente loi, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la décision. Le recours est également ouvert aux associations et organisations visées à l'article 35.

Suite à une question afférente de Madame Martine Hansen, Madame la Ministre précise que l'introduction d'un recours en réformation dans la loi précitée du 18 juillet 2018 ne lui semblait pas opportun d'un point de vue politique.

Article 48 initial (nouvel article 35)

Cet article est une disposition standard en matière environnementale ; il reconnaît l'intérêt à agir aux associations ayant pour objet social la protection de la nature et de l'environnement et met en pratique la Convention d'Aarhus. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 48. Droit d'agir en justice des associations écologiques

Les associations et organisations d'importance nationale dotées de la personnalité morale, dont les statuts ont été publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et qui exercent leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de l'environnement peuvent faire l'objet d'un agrément du ministre.

Les associations ainsi agréées peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction au sens de la présente loi et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre, même si elles ne justifient pas d'un intérêt matériel et même si l'intérêt collectif dans lequel elles agissent se couvre entièrement avec l'intérêt social dont la défense est assurée par le ministère public.

Il en est de même des associations et organisations de droit étranger dotées de la personnalité morale qui exercent leurs activités statutaires dans ledit domaine.

Pour des raisons de cohérence, le Conseil d'État propose de s'en tenir au libellé de l'article 38 de loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. L'article se lira donc comme suit :

Art. 35. Droit d'agir en justice des associations écologiques

Les associations nationales et étrangères qui exercent leurs activités statutaires dans le domaine de la protection de l'environnement peuvent faire l'objet d'un agrément du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Les associations ainsi agréées peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile pour des faits constituant une infraction au sens de la présente loi et portant un préjudice direct aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre en matière de protection de l'environnement, même si elles ne justifient pas d'un intérêt matériel et même si l'intérêt collectif dans lequel elles agissent se couvre entièrement avec l'intérêt social dont la défense est assurée par le ministère public.

Insertion d'un nouvel article 36

Un nouvel article 36, libellé comme suit, est inséré dans le projet de loi :

Art. 36. Modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

1° L'article 13 est remplacé par le texte suivant :

« Art. 13. Forêts

(1) Tout changement d'affectation de fonds forestier au sens de la loi du [...] sur les forêts est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un but d'utilité publique, en vue de sa substitution par la création d'un biotope protégé ou habitat au sens de l'article 17 dans le cadre d'un plan d'action d'habitat ou d'espèce tel que proposé par le plan national de la protection de la nature ou d'un plan de gestion arrêté en vertu des articles 35 ou 43, en vue de la modification de la délimitation de la zone verte ou en vue de la restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée.

(2) Le ministre impose, dans les conditions du chapitre 12, section 2, des boisements compensatoires quantitativement et qualitativement au moins égaux aux forêts supprimées en vertu du paragraphe précédent et cela dans le même secteur écologique. Le ministre peut imposer des délais pour la réalisation de ces boisements compensatoires ou la substitution par la création d'un biotope protégé ou habitat. »

2° L'article 17 est modifié comme suit :

a) le paragraphe 2, point 1° est complété par les mots :

« ou de santé ou sécurité publiques ; »

b) au paragraphe 7 les mots « de terrains forestiers, » sont supprimés ;

3° L'article 57, paragraphe 5 est complété par la phrase suivante :

« Ledit règlement grand-ducal peut déterminer également les sanctions en cas de non-conformité aux conditions imposées à la base de l'octroi des subventions ou aux dispositions établies en vertu de la présente loi, à savoir le remboursement partiel ou intégral, la résiliation ou l'exclusion. »

Cet article modifie les articles 13, 17 et 57 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :

- En ce qui concerne l'article 13, la modification s'avère nécessaire par l'entrée en vigueur de la loi sur les forêts. Les dérogations à l'interdiction d'un changement d'un fonds forestier tombent toujours sous le régime d'autorisation mis en place par la loi du 18 juillet 2018 précitée ; néanmoins les coupes rases sont désormais régies par la nouvelle loi, de sorte que l'article 13, paragraphe 3 n'a plus lieu d'être.
- Même si, au sens de la loi sur les forêts, les fonds des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées sont exclus de la définition de « forêt », cela n'empêche pas que ces fonds peuvent constituer des biotopes au sens de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 précitée et du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives. En prévoyant outre l'utilité publique, la santé et la sécurité publiques à l'article 17, paragraphe 2, point 1^{er}, le ministre peut désormais autoriser en zone verte l'abattement d'arbres biotopes constituant un danger pour la santé ou la sécurité publique.
- La modification à l'article 57, paragraphe 5 intervient suite à l'avis du Conseil d'État n°60.347 relatif au projet de règlement grand-ducal instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier et a pour but de conférer une base légale aux sanctions en cas de non-respect des conditions imposées à la base de l'octroi des subventions ou des dispositions établies en vertu de la présente loi. Ces sanctions peuvent être le remboursement partiel ou intégral, la résiliation ou l'exclusion.

Article 49 initial (nouvel article 37)

Cet article abroge les textes qui sont remplacés par les dispositions du projet de loi. Hormis plusieurs remarques d'ordre légistique, le Conseil d'État n'émet pas d'observation à l'endroit de cet article, qui se lit comme suit :

Art. 37. Dispositions abrogatoires

Sont abrogés :

1° l'édit, ordonnance et règlement des Archiducs Albert et Isabelle du 14 septembre 1617 sur le fait des Bois ~~est abrogé~~.

(2) L'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ~~est abrogée~~.

(3) L'ordonnance du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ~~est abrogée~~.

2° l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ~~est abrogée~~.

3° l'ordonnance du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ~~est abrogée~~.

4° l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ~~est abrogé~~.

5° l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ~~est abrogée~~.

6° le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ~~est abrogé~~.

7° l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ~~est abrogée~~.

8° l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ~~est abrogée~~.

9° le décret du 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ~~est abrogé~~.

10° le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale ~~est abrogé~~.

11° l'ordonnance royale grand-ducale du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ~~est abrogée~~.

12° l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843 concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ~~est abrogée~~.

13° la loi forestière du 14 novembre 1849, prorogée itérativement et définitivement par la loi du 23 janvier 1854 ~~est abrogée~~.

14° la loi du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ~~est abrogée~~.

15° la loi du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts ~~est abrogée~~.

16° la loi du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ~~est abrogée~~.

17° la loi du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois loi ~~est abrogée~~.

18° la loi du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts « classés CEE » ~~est abrogée~~.

Article 50 initial (nouvel article 38)

L'article contient les dispositions transitoires pour les documents de planification établis avant l'entrée en vigueur de la loi. Dans sa version initiale, il se lit comme suit :

Art. 50. Dispositions transitoires

(1) En ce qui concerne l'article 13, les propriétaires disposent d'un an à partir de l'entrée en vigueur pour le document de planification y visé.

(2) Les plans établis en vertu de l'article 12 de l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 restent en vigueur jusqu'à l'expiration de leur terme. Les plans qui ne prévoient pas de terme restent en vigueur pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Au paragraphe 1^{er}, le Conseil d'État recommande d'écrire « pour établir le document de planification ».

Il est proposé d'amender l'article afin d'introduire une disposition transitoire relative à l'obligation d'utilisation de plants et semences d'essences forestières adaptés à la station. L'article se lira comme suit :

Art. 38. Dispositions transitoires

(1) L'article 10, paragraphe 5 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

(2) En ce qui concerne l'article 8, les propriétaires disposent d'un an à partir de l'entrée en vigueur pour le document de planification y visé.

(2) Les plans établis en vertu de l'article 12 de l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 restent en vigueur jusqu'à l'expiration de leur terme. Les plans qui ne prévoient pas de terme restent en vigueur pendant trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Insertion d'un nouvel article 39

Suite à une suggestion du Conseil d'État, le nouvel article 39 se lira comme suit :

Art. 39.

La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du ... sur les forêts ». »

Article 51 initial (nouvel article 40)

L'article vise à retarder légèrement l'entrée en vigueur de la loi après son adoption et, suite à une proposition rédactionnelle du Conseil d'État, se lit comme suit :

Art. 40. Entrée en vigueur

La présente loi entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

*

Les propositions d'amendements sont adoptées à la majorité des membres présents et seront envoyées au Conseil d'État dans les meilleurs délais.

5. Divers

Il est décidé que Messieurs Carlo Back (déi gréng) et Paul Galles (CSV) représenteront la Chambre des Députés à la 26^{ème} Conférence des Parties des Nations unies sur le changement climatique (COP26), qui se tiendra à Glasgow en novembre prochain.

Luxembourg, le 9 juin 2021

La Secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
François Benoy